



"COMMENT LE SPECTRE DU COMMUNISME DIRIGE LE MONDE"

Chapitre 4. Exporter la révolution

Le spectre du communisme n'a pas disparu avec la désintégration du Parti communiste en Europe de l'Est

PAR L'ÉQUIPE ÉDITORIALE DES « NEUF COMMENTAIRES SUR LE PARTI COMMUNISTE »

30 août 2021 00:25 Mis à jour: 16 mars 2023 14:08

Epoch Times *publie, sous forme de série, le nouvel ouvrage* **Comment le spectre du communisme dirige le monde**, *traduit du chinois et écrit par les auteurs des* [Neuf Commentaires sur le Parti communiste](#).

Table des matières

Introduction

1. L'exportation de la révolution en Asie

- a. La guerre de Corée
- b. La guerre du Vietnam
- c. Les Khmers rouges
- d. L'expansion fulgurante et la chute de l'infiltration du PCC en Asie du Sud-Est

2. L'exportation de la révolution en Afrique et en Amérique latine

- a. L'Amérique latine
- b. L'Afrique

3. Le socialisme en Europe de l'Est

- a. La répression soviétique des mouvances populaires en Europe de l'Est

b. L’Albanie et Chine

4. Le communisme après la guerre froide

Références

* * *

Introduction

Le communisme a étendu son influence sur le monde par la violence ou la tromperie. Les superpuissances communistes, comme l’URSS ou la Chine, ont utilisé la force armée pour imposer leur système politique à des pays plus faibles. Ces conquêtes violentes ont toutes été aidées, rendues possibles, par une utilisation efficace de la propagande. Ces dernières années, le Parti communiste chinois poursuit cette stratégie et continue à investir des milliards de yuans dans son Bureau de la propagande extérieure. [1]

Ce chapitre explique la façon dont les régimes communistes de l’Est, notamment la République populaire de Chine, ont étendu leur influence et répandu leur idéologie en Asie, Afrique, Amérique du Sud et Europe de l’Est, principalement durant la guerre froide.

1. L’exportation de la révolution en Asie

Le mouvement communiste chinois doit son succès à l’URSS. En 1919, les bolcheviks fondent l’Internationale communiste (le Komintern), dont le but est d’exporter la révolution à travers le monde. En avril 1920, Gigori Voïtinsky est mandaté par l’Internationale communiste pour se rendre en Chine et, rapidement, un bureau est mis en place à Shanghai afin d’œuvrer à la création du PCC. Pendant de nombreuses années, le PCC est entièrement dépendant de l’argent des Soviétiques et n’est qu’un organe du Parti communiste de l’Union soviétique (PCUS). [2] Le PCC continuera d’œuvrer pour les intérêts soviétiques en Chine pendant les trente années qui suivront.

La victoire du PCC sur le continent chinois n’est pas sans rapport avec l’influence qu’exerce alors l’extrême gauche en Occident. Certains cadres de la fonction publique et d’ailleurs, sensibles à la cause des communistes chinois, dressent, durant la Deuxième Guerre mondiale et après, un portrait flatteur de la situation politique chinoise. On en parle à voix basse dans les classes dirigeantes. Sous leur influence, les États-Unis, par exemple, arrêteront de soutenir financièrement le gouvernement nationaliste de Tchiang Kai-chek, au moment même où l’URSS, de son côté, intensifie son soutien au PCC.

Une fois la guerre terminée, le président américain Harry Truman prend également la décision de réduire la présence américaine en Asie. En 1948, l'armée américaine décide de se retirer de la Corée du Sud et, le 5 janvier 1950, le président annonce que les États-Unis n'interviendront plus dans la politique asiatique. En d'autres termes, toute l'aide militaire pour la Chine nationaliste et Tchiang Kai-chek s'arrête là, même dans l'éventualité d'une guerre et bien que l'île de Taiwan, où s'est réfugié Tchiang Kai-chek, risque une invasion du continent. [3] Le secrétaire d'État américain Dean Acheson, qui poursuit le programme de Truman, affirme que la péninsule coréenne ne fait pas partie du « *périmètre de défense* » des États-Unis. [4] Ces politiques non-interventionnistes donnent au bloc communiste une réelle opportunité d'étendre son influence sur le continent asiatique, jusqu'au moment où les Nations unies votent une résolution pour défendre la Corée du Sud de l'invasion du Nord en juin 1950.

Le PCC cherche par tous les moyens à exporter sa révolution à l'étranger. Au-delà du soutien financier, d'une aide à l'entraînement militaire et du matériel qu'il distribue à des groupes insurrectionnels d'extrême gauche, il envoie ses troupes pour combattre les régimes légitimes. En 1973, en pleine révolution culturelle, les fonds à destination des pays étrangers atteignent presque 7 % du budget national.

Les tentatives du PCC pour exporter sa révolution à travers le monde ont été payées avec les ressources – et souvent les vies – du peuple chinois.

Selon Qian Yaping, un universitaire chinois ayant eu accès à des documents confidentiels du ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « *10 000 tonnes de riz ont été envoyées en Guinée et 15 000 tonnes d'orge en Albanie en 1960. De 1950 à 1964, le montant total des dépenses liées à l'aide internationale est monté à 10,8 milliards de yuans, avec un pic de dépenses de 1960 à 1964, période correspondant à la grande famine en Chine* ».

Pendant la famine de 1958 à 1962, des dizaines de millions de Chinois connaissent la mort alors que les dépenses liées à l'aide internationale sont de 2,36 milliards de yuans. Si cet argent avait été dépensé pour les Chinois, un nombre inestimable de gens auraient pu être sauvés de la famine. [5]

a. La guerre de Corée

Les Partis communistes cherchent la domination mondiale et ils exploitent la soif de gloire des chefs d'état, comme Staline, Mao, Kim Il-Sung ou

Hô Chi Minh, pour amener toujours davantage de territoires et de population sous le joug de leur idéologie maléfique.

Le 25 juin 1950, après des préparations minutieuses, la Corée du Nord envahit le Sud et Séoul tombe en trois jours. Un mois et demi plus tard, la quasi-totalité de la péninsule coréenne est entre ses mains. Avant le déclenchement de la guerre, en mars 1950, Mao avait mobilisé une grande quantité d'hommes à la frontière coréenne et les avait préparés pour intervenir dans le Nord. Ainsi, au moment où les forces américaines s'enfoncent dans les territoires du Nord, le PCC envoie son Armée populaire, constituée de volontaires, et parvient à sauver le régime communiste de Kim Il-Sung de la destruction totale. La guerre dure trois ans et coûte la vie à plusieurs millions de victimes des deux côtés. La Chine communiste perd environ un million d'hommes. [6]

En plus de venir en aide au régime de Kim Il-Sung, le PCC a d'autres motifs pour participer à ce conflit : durant la guerre civile, 1,7 million de soldats ont quitté le Kuomintang – les forces nationalistes – pour rejoindre ses rangs. La guerre de Corée sera l'occasion de se débarrasser de ces troupes politiquement peu fiables. [7]

La Corée du Nord bénéficie d'un double soutien, aidée à la fois par le PCC et l'Union soviétique, en concurrence pour dominer le pays. Par exemple, en 1966 quand Kim Il-Sung visite la Chine, il constate que Pékin est en train de construire un métro. Il sollicite immédiatement le même pour Pyongyang – gratuitement. Mao interrompt sans attendre le chantier du métro de Pékin et envoie à Pyongyang des équipements, du personnel, deux divisions ferroviaires de l'Armée populaire de libération et de nombreux ingénieurs, plusieurs dizaines de milliers d'individus en tout. La Corée du Nord ne dépense pas un centime ni n'utilise un seul de ses hommes dans les travaux de ce métro, et pourtant on presse Pékin d'en garantir la sécurité en cas de bombardements. Finalement, le métro de Pyongyang deviendra l'un des plus profonds au monde, creusé en moyenne à 90 mètres sous terre, parfois 150 mètres. Une fois terminé, Kim Il-Sung déclare publiquement qu'il a été dessiné et construit par les Nord-coréens. Enfin, il n'hésite pas à passer outre le PCC pour demander sans intermédiaires des fonds et du matériel à l'Union soviétique. Une fois la guerre terminée, le PCC laisse des hommes de confiance sur place en espérant qu'ils permettront de ramener la Corée du Nord sous le giron de Pékin plutôt que celui de Moscou. Mais Kim Il-Sung les fait tuer ou les envoie en prison et le PCC se retrouve perdant sur tous les fronts. [8]

La Corée du Nord est la vitrine des horreurs du communisme imposées de l'extérieur. Le régime de Kim Il-Sung est l'un des plus brutaux et des plus

répressifs au monde et les Nord-coréens vivent dans une pauvreté terrible.

Après l'effondrement de l'URSS, le PCC réduit drastiquement son aide à la Corée du Nord. Dans les années 1990, le peuple de Corée du Nord meurt de faim. En 2007, l'ONG Association des Transfuges nord-coréens affirme que, sous les soixante ans de règne communiste des Kim, un minimum de 3,5 millions de gens sont morts du manque de nourriture ou de maladies liées à la malnutrition. [9]

b. La guerre du Vietnam

Avant que la guerre du Vietnam n'éclate, le PCC soutenait activement le Parti communiste du Vietnam (PCV) dans sa lutte contre le gouvernement colonial français. En 1954, la France perd la bataille de Dien Bien Phu, ce qui donne lieu aux accords de Genève. C'est ici que commence le début de la confrontation entre le Vietnam du Nord et celui du Sud. Avec le retrait français du Vietnam, le Nord envahit le Sud grâce à Ho Chi Minh qui passe par le Laos et le Cambodge. De 1964 à 1973, les États-Unis s'impliquent dans le conflit dans le but de contenir l'avancée du communisme au sud du pays. À cette époque, la guerre du Vietnam est le conflit mondial le plus important depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Mao Zedong envoie des conseillers auprès du PCV dès les années 1950. Pour diriger le groupe de conseillers aux affaires militaires, il envoie le Général de l'Armée populaire de libération, Wei Guoqing. Quant aux conseillers chinois qui supervisent la réforme des terres agricoles, ils emprisonnent et exécutent des dizaines de milliers de propriétaires et de « *riches paysans* » vietnamiens, déclenchant par là même une famine dans tout le pays ainsi que des émeutes au Nord. Le PCC et le PCV s'associeront pour réprimer ces soulèvements puis lanceront des campagnes de rectification idéologique au niveau du Parti et de l'armée, semblables à ce que fut la rectification de Yan'an lancée par le PCC de 1942 à 1944. Mao apporte une aide colossale au Vietnam, et ce malgré les dizaines de millions de gens mourant de faim en Chine. Son but est de concurrencer les Soviétiques au Vietnam, en terme d'influence, et de renforcer son autorité au sein du PCC.

En 1963, Liu Shaoqi, le vice-président du PCC, met fin au Grand bond en avant de Mao lors de l'Assemblée populaire des Sept mille, s'apprêtant à assainir l'économie du pays. Cela pourrait marginaliser Mao : celui-ci, pour garder son pouvoir, pousse le pays plus en avant dans la guerre du Vietnam. Liu, n'ayant pas d'appui auprès des militaires, n'a d'autres choix que de renoncer à ses réformes économiques.

En 1963, Mao envoie successivement Luo Ruiqing et Lin Biao au Vietnam. Liu Shaoqi promet à Ho Chi Minh que la Chine prendra sur elle le coût de la guerre du Vietnam et déclare : « *En cas de guerre, considérez la Chine comme votre base arrière.* » En 1975, le PCC dépensera quelque 20 milliards de dollars pour venir en aide au Vietnam et des centaines de milliers de soldats chinois seront déployés dans le Vietnam du Nord pour participer aux combats et les alimenter.

De façon ironique, l'aide que le PCV demande au PCC deviendra une ligne de faille entre la Chine communiste et le Vietnam du Nord. Pour permettre au Nord de combattre les États-Unis, le PCC lui fournit sans relâche des armes et du matériel de guerre. Pendant ce temps, le PCV, avec l'espoir de mettre un terme à cette guerre commencée dès 1969, rejoint les pourparlers de paix à Paris sous la direction des Américains. Ces pourparlers excluent la Chine, le PCV est en train de nuire à la volonté de Pékin tout en condamnant les Américains à s'embourber dans le conflit.

Dans les années 1970, à la suite de la tentative de défection puis de la mort de Lin Biao, une grande figure militaire du PCC, Mao a besoin de réaffirmer son autorité politique. De plus, suite à toute une série d'accrochages le long du fleuve Ussuri, les relations sino-soviétiques sont devenues conflictuelles. Pour prendre les Soviétiques de court, Mao décide de coopérer avec les Américains et invite Richard Nixon, le président américain, à venir en Chine.

En proie dans leurs frontières à une opposition à la guerre du Vietnam, les États-Unis refusent de continuer le combat et retirent leurs troupes en 1973. Le 30 avril 1975, le Vietnam du Nord s'empare de Saigon et de la totalité du Sud. Guidé par le PCC, le PCV se lance dans des répressions semblables à celles qu'avaient mené les Chinois sur les contre-révolutionnaires. Plus de deux millions de personnes doivent fuir le pays au péril de leur vie. Ils forment désormais la communauté de réfugiés asiatiques la plus importante de la guerre froide.

c. Les Khmers rouges

Après avoir unifié le pays et signé un accord de paix avec Washington, le PCV s'éloigne du giron chinois pour rejoindre la sphère d'influence soviétique.

Mécontent de cette situation, Mao cherche à utiliser le Cambodge et les Khmers rouges, proches du PCC mais en froid avec le Vietnam, pour faire pression sur Hanoï.

Le soutien du PCC au Parti communiste de Kampuchéa (le PCK, le parti des Khmers rouges) commence en 1955 et les chefs Khmers sont formés par les Chinois. Pol Pot, le chef des Khmers, arrive au pouvoir en 1963 avec le soutien de Mao. En 1970 seulement, Pol Pot reçoit des Chinois suffisamment d'armes et de matériel militaire pour équiper 30 000 hommes.

Déstabilisé par la guerre du Vietnam, le Cambodge tombe aux mains des Khmers en 1975.

C'est par la terreur extrême que gouverne Pol Pot. Il annonce que la monnaie nationale est abolie et ordonne aux citadins de s'exiler dans des zones rurales pour rejoindre les patrouilles qui imposent le travail forcé dans les villages. Il fait massacrer les intellectuels auxquels il reproche leurs « *influences occidentales* ». En à peine plus de trois ans, plus d'un quart de la population meurt du manque de nourriture ou est exécutée dans les terribles « *champs de la mort* ». Non contents de terroriser leur propre peuple, les Khmers rouges mènent des opérations dans le Vietnam du Sud et se livrent à des massacres de populations dans les villages frontaliers. Avec le soutien des Soviets, le Vietnam envahit le Cambodge en décembre 1978. La population locale ayant vécu trois ans d'horreur avec les Khmers accueille les Vietnamiens en libérateurs. En l'espace d'un mois, Pol Pot et les Khmers rouges sont contraints de quitter la capitale Phnom Penh et de s'enfuir dans les montagnes pour s'organiser en guérillas. Cette guerre punitive contre le Cambodge ne sera pas du goût de Deng Xiaoping, le leader chinois de l'époque. Au début de l'année 1979, il ordonne à l'armée chinoise de lancer une contre-offensive sur le Vietnam, causant ainsi une guerre de trois semaines, qui, selon bon nombre d'historiens, a été remportée par le Vietnam. Le PCC continuera à lancer des attaques contre le Vietnam tout au long des années 1980.

En 1997, le comportement erratique de Pol Pot provoque des tensions internes dans son propre camp et il est arrêté par le commandant khmer Ta Mok puis condamné à la prison à vie au cours d'un procès tenu en public. Il meurt un an plus tard d'une crise cardiaque. En 2014, et ce malgré l'obstruction répétée du PCC, la Chambre extraordinaire cambodgienne condamne deux chefs khmers à la prison à vie, Khieu Samphan et Nuon Chea.

d. L'expansion fulgurante et la chute de l'infiltration du PCC en Asie du Sud-Est

Outre les opérations menées dans les anciennes colonies françaises d'Indochine, le PCC a œuvré pour attiser des rébellions communistes en Asie du Sud-Est. Ces mouvements communistes étaient particulièrement vivaces dans les années 1950 et 1960, puis ils ont été soit éliminés soit marginalisés par les gouvernements locaux.

L'exportation du modèle révolutionnaire du PCC a eu de très graves répercussions sur la diaspora chinoise prospérant dans ces pays. De nombreux incidents anti-chinois ont éclaté, plusieurs centaines de milliers de Chinois ont été assassinés, ou fortement restreints dans leurs droits d'exercer un travail ou de recevoir une éducation.

L'Indonésie constitue un exemple typique de cette situation : durant les années 1950 et 1960, le PCC fournit une aide financière et militaire substantielle pour soutenir le Parti communiste d'Indonésie (PKI). Le PKI est alors le plus grand parti politique du pays, avec 3 millions d'adhérents. Avec ses organisations sœurs, le nombre total d'affiliés au communisme représente 22 millions de personnes, des civils ou des membres du gouvernement. Certaines sont proches du président Sukarno.

Mao se montre très critique à l'encontre du « *révisionnisme* », une approche politique en vogue à Moscou qui s'éloigne du marxisme pur, et il préfère au contraire encourager le PKI à suivre la voie de la révolution violente. Le chef du PKI, Dipa Nusantara Aidit, est un grand admirateur de Mao Zedong et il prépare un coup militaire. Le 30 septembre 1965, le chef militaire Suharto écrase la tentative de coup d'État, coupe les liens avec la Chine et purge un nombre important de membres du PKI. Ces purges ne sont pas sans lien avec Zhou Enlai, le Premier ministre chinois de l'époque. Au cours d'une rencontre internationale réunissant plusieurs pays communistes, celui-ci avait prédit qu'avec « *autant de Chinois résidant en Asie du Sud-Est, le gouvernement chinois sera en mesure d'exporter le communisme, en s'appuyant sur sa diaspora, et fera ainsi complètement basculer l'Asie du jour au lendemain* ». En réaction à ces tentatives d'ingérences du PCC, et à sa volonté de susciter des révolutions à l'étranger, d'importants mouvements anti-chinois voient le jour en Indonésie. [10]

Le mouvement anti-chinois de Birmanie (Myanmar) fonctionnera de façon similaire. En 1967, peu de temps après le début de la révolution culturelle, le consulat chinois du Myanmar, ainsi que l'antenne locale de l'agence de presse Xinhua, font la promotion de la révolution culturelle auprès des Chinois de la diaspora, allant jusqu'à les encourager à porter des badges à l'effigie de Mao, à étudier son *Petit livre rouge* et à s'opposer au gouvernement birman. Mais la junte militaire contrôlée par le général Ne Win rend le port du badge illégal, ainsi que l'étude des écrits de Mao, et ordonne la fermeture des écoles chinoises. En juin 1967, de violentes émeutes anti-chinoises éclatent dans Yangon (ou Rangoon), la capitale du pays ; des dizaines de Chinois sont battus à mort et des centaines sont blessés.

En juillet 1967, les médias officiels du PCC appellent à « *soutenir avec force le peuple de Myanmar sous le commandement du Parti communiste de Burma (PCB), à prendre les armes et à se rebeller contre le gouvernement de Ne Win* ».

Peu de temps après, le PCC envoie des conseillers aux affaires militaires auprès du PCB que les forces gouvernementales ont contraint à se retirer en forêt. Le 1er janvier 1968, un grand nombre de gardes rouges chinois et des forces du PCB attaquent la Birmanie au niveau de sa frontière avec le Yunnan, mènent à bout les forces gouvernementales et prennent le contrôle de la région du Kokang. [11]

Tandis qu'il attise la révolution culturelle dans ses frontières, le PCC essaye d'exporter son modèle révolutionnaire vers d'autres pays en faisant l'apologie de la violence, en mettant à disposition des formations militaires, des entraînements, des armes et des fonds. Dès que le PCC renoncera à ses efforts démesurés pour propager la révolution, les partis communistes des différents pays se désagrégeront instantanément, incapables de se maintenir. Ce sera typiquement le cas du PKI en Indonésie.

En 1961, le Parti communiste de Malaisie (PCM) décide de renoncer au conflit armé et cherche à obtenir le pouvoir par voie légale. Deng Xiaoping convoque alors les chefs du PCM, Chin Peng entre autres, à Pékin, et exige d'eux qu'ils continuent leurs efforts insurrectionnels et violents. À l'époque le PCC est convaincu qu'un raz-de-marée révolutionnaire dont l'origine sera le conflit vietnamien va balayer toute l'Asie du Sud-Est. C'est ainsi que le PCM poursuit sa lutte armée et cherche à imposer sa révolution pendant encore vingt ans. [12] Le PCC finance le PCM en lui fournissant des armes grâce à un marché noir basé en Thaïlande, et en 1969, il met sur pied une station de radio appelée *Au son de la révolution malaisienne* à Yiyang, dans le Hunan, qui diffuse en plusieurs langues dont le malais, le thaï et l'anglais. [13]

En plus de ces pays, le PCC essaye d'exporter la révolution aux Philippines, au Népal, en Inde, au Sri Lanka ou au Japon, entre autres, par la propagande dans certains cas, les formations militaires dans d'autres. Certaines de ces organisations communistes se convertiront plus tard en groupes terroristes connus sur la scène internationale. C'est le cas de l'Armée rouge du Japon, devenue tristement célèbre pour ses slogans antimonarchistes et pour son soutien aux révolutions violentes, allant jusqu'à se rendre coupable de détournements d'avions et du massacre de l'aéroport de Lod.

À la fin des années 1970, après la fin de la révolution culturelle, le PCC arrête de soutenir les mouvements communistes d'Asie du Sud-Est avec autant de

ferveur. Lors d'une rencontre, le président singapourien Lee Kuan Yew demande à Deng Xiaoping de mettre fin à la diffusion des radios communistes du PCM et du PKI. Le PCC est alors encerclé par les ennemis et isolé sur la scène internationale, et Deng Xiaoping, qui vient juste d'accéder au pouvoir et qui a besoin de soutiens à l'international, accède à sa demande. Il rencontre le chef du PCM, Chin Peng, et lui donne l'ordre de mettre fin aux émissions de radio faisant la promotion de la révolution communiste. [14]

2. L'exportation de la révolution en Afrique et en Amérique latine

L'URSS, tout comme la République populaire de Chine, a mis sur pied de gigantesques campagnes de soutien aux mouvements communistes du Moyen-Orient, d'Asie du Sud, d'Afrique et d'Amérique latine. Pourtant, à la fin des années 1960, avec la pression grandissante de la politique d'endiguement des États-Unis et des Nations unies, l'Union soviétique est contrainte d'adopter une ligne idéologique d'apaisement. Cette nouvelle politique implique de vivre en bons termes avec les pays capitalistes occidentaux et, de ce fait, de stopper le soutien massif des mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde. Pour le PCC, qui prêche les bienfaits d'une révolution planétaire, l'URSS s'égare dans le « *révisionnisme* ». Au début des années 1960, Wang Jiaxiang, le ministre du Département de liaison internationale, et ancien ambassadeur de la République populaire de Chine auprès de l'Union soviétique, suggère l'adoption d'une approche similaire. Il se fait recadrer par Mao. Pour Mao, ce serait se montrer trop accommodant vis-à-vis des impérialistes, des révisionnistes ou des réactionnaires sans pouvoir vraiment soutenir la mouvance révolutionnaire mondiale.

Durant la révolution culturelle, le PCC martèle régulièrement : « *Le prolétariat ne peut se libérer lui-même qu'en libérant l'humanité entière.* » En août 1965, Lin Biao alors ministre de la Défense nationale, affirme dans son article intitulé « *Vive la guerre victorieuse du peuple !* » qu'un raz-de-marée révolutionnaire mondial est imminent. S'inspirant de la théorie de Mao, selon laquelle pour conquérir une ville, il faut qu'elle soit encerclée par les campagnes (c'est ainsi que le PCC est arrivé au pouvoir), Lin Biao compare l'Amérique du Nord et l'Europe à des villes et considère l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine comme des zones rurales. Exporter la révolution en Asie, en Afrique et en Amérique latine est considéré comme une priorité dans la politique et l'idéologie du PCC, car c'est comme cela que sera conquis l'Occident. Ainsi, outre l'exportation de la révolution dans toute l'Asie, le PCC de Mao essaye de concurrencer l'URSS dans sa quête d'influence en Afrique et en Amérique latine.

a. L'Amérique latine

Dans son article « *Exportation de la révolution à travers le monde : analyse et exploration de l'influence de la révolution culturelle en Asie, Afrique, et Amérique Latine* », le professeur Cheng Yinghong, de l'université du Delaware, écrit :

« *En Amérique latine, les communistes maoïstes du milieu des années 1960 ont établi des organisations au Brésil, Pérou, Chili, Venezuela, ainsi qu'en Bolivie, Colombie et Équateur. Le gros des adhérents était des jeunes gens et des étudiants. Avec le soutien de la Chine, en 1967, les maoïstes d'Amérique latine ont établi deux groupes de guérillas : l'Armée populaire de libération colombienne comprenait une faction féminine qui se calquait directement sur le mouvement des femmes rouges et qui se faisait appeler l'Unité María Cano. L'autre groupe était bolivien et s'appelait la Guerilla Ñancahuazú, ou Armée de libération nationale bolivienne. À la même époque, des communistes vénézuéliens lançaient de violentes actions. De plus, le chef du Parti communiste du Pérou, Abimael Guzmán, a reçu un entraînement militaire à Pékin à la fin des années 1960. En plus du maniement des explosifs et des armes à feu, il lui a été donné de se familiariser avec la pensée de Mao Zedong, et notamment l'idée selon laquelle l'esprit transforme la matière, et qu'en suivant le bon chemin, il est possible de passer de ne pas avoir d'hommes à avoir des hommes, et de ne pas avoir d'armes à avoir des armes.* » [15]

Guzmán fut le chef du Parti communiste péruvien (également connu sous le nom de « *Sentier lumineux* »), considéré comme organisation terroriste par les États-Unis, le Canada, l'Union européenne et les différents gouvernements péruviens.

Cuba devint le premier pays d'Amérique latine à établir des liens diplomatiques avec le PCC. En novembre 1960, afin de rallier Cuba, et pour rivaliser avec les Soviétiques dans le leadership du communisme international, le PCC propose un prêt de 60 millions de dollars à Che Guevara, alors qu'il visite la Chine. À cette même époque, les Chinois sont en train de mourir de faim sous le coup du Grand bond en avant. Zhou Enlai explique à Che Guevara que le prêt peut ne pas être remboursé si les deux parties parviennent à s'entendre. Plus tard, Fidel Castro décide de favoriser la sphère d'influence des Soviétiques. Le PCC riposte en envoyant une quantité importante de tracts de propagande aux Cubains et à leurs responsables par le biais de son ambassade à La Havane, dans l'espoir de fomenter un coup d'État contre le régime castriste. [16]

En 1972, au moment où le Mexique et le PCC établissent des relations diplomatiques, son premier ambassadeur chinois est Xiong Xianghui, un agent des services secrets. Le PCC l'a choisi comme ambassadeur afin de récupérer des renseignements, notamment sur les États-Unis, et pour essayer de manipuler le gouvernement mexicain. À peine une semaine avant la prise de fonction de Xiong Xianghui, Mexico annonce l'arrestation d'un groupe de guérilleros entraînés en Chine. Le président mexicain Luis Echeverria est particulièrement mécontent, car en créant des liens diplomatiques avec la Chine, il s'est attiré une vive opposition de la part de ses concitoyens ainsi que des États-Unis. Xiong Xianghui suggère alors à Zhou Enlai d'apaiser les tensions en l'invitant en Chine. Celui-ci accepte et saisit l'occasion pour proposer un accord commercial avantageux pour le Mexique. [17]

b. L'Afrique

Selon le professeur Cheng Yinghong, le PCC a également encouragé l'indépendance de certains pays africains et cherché à modeler leurs choix futurs une fois l'indépendance acquise :

« Selon des médias occidentaux, dans la première moitié des années 1960, quelques jeunes révolutionnaires d'Algérie, d'Angola, du Mozambique, de Guinée, du Cameroun et du Congo ont reçu des entraînements et des formations dans certaines villes chinoises telles que Harbin et Nanjing. Un membre de l'Union nationale et africaine du Zimbabwe (ZANU) a décrit la formation d'un an qu'il a reçue à Shanghai. Outre les entraînements militaires, il y avait principalement un enseignement théorique en politique, qui comportait des éléments tels que : comment mobiliser les populations rurales et lancer des guérillas pour déclencher la guerre. » [18]

L'aide du PCC à la Tanzanie et à la Zambie, pour y provoquer la révolution, représente son intervention africaine la plus significative des années 1960.

Par exemple, le PCC envoie des contingents d'experts du Bureau de l'industrie textile de Shanghai pour aider la Tanzanie à mettre sur pied une usine textile. Le chef du projet dilue dans ses programmes d'aide au développement un contenu idéologique poussé. À peine arrivé en Tanzanie, il organise une équipe révolutionnaire, accroche le drapeau rouge à cinq étoiles du PCC sur le chantier, fait ériger une statue de Mao avec certaines de ses citations, jouer les morceaux de la révolution culturelle et chanter les citations de Mao. Le site devient le prototype de ce que la révolution culturelle produira potentiellement à l'étranger. Il déploie également une équipe de propagande de la pensée maoïste et incite activement les travailleurs tanzaniens à la

rébellion. Les autorités tanzaniennes voient d'un mauvais œil ces tentatives du PCC de propager la révolution.

Plus tard, Mao décide de construire une ligne de chemin de fer pour relier la Tanzanie à la Zambie, créant ainsi un réseau entre l'Afrique de l'Est, et l'Afrique du Sud et du Centre. La Chine envoie 50 000 travailleurs et dépense près de 10 milliards de yuans pour construire 320 ponts et 22 tunnels. Il faut six ans pour finir le travail, de 1970 à 1976. De nos jours, le coût d'une telle ligne correspondrait à des centaines de milliards de yuans, soit quelques dizaines de milliards d'euros. Pourtant, en raison d'une gestion inefficace et corrompue en Tanzanie comme en Zambie, la ligne de chemin de fer ne sera jamais rentable et dépendra toujours des Chinois pour fonctionner.

3. Le socialisme en Europe de l'Est

L'URSS commence à occuper l'Allemagne de l'Est dès la défaite des Nazis, en accord avec la répartition établie durant la Conférence de Yalta. Moscou installe des régimes communistes dans tous les pays d'Europe de l'Est sous son contrôle, formant ainsi une alliance militaire appelée le Pacte de Varsovie.

Au fur et à mesure que s'ancre la guerre froide, l'URSS a du mal à maintenir sa mainmise sur les pays satellites. Avec la rupture sino-soviétique, la République populaire de Chine parvient à se frayer un chemin dans certains pays d'Europe de l'Est, notamment en Albanie et dans les Balkans.

a. La répression soviétique des mouvances populaires en Europe de l'Est

En février 1956, avec le discours confidentiel de Khrouchtchev dénonçant la politique de Staline lors du XXe Congrès du Parti communiste soviétique, commence une période de libéralisation politique partielle. Cette atmosphère plus détendue attise les révoltes en Europe de l'Est, tout d'abord en Pologne puis en Hongrie.

En Pologne, avec le décès du dictateur Boleslaw Bierut en mars 1956, ses successeurs commencent à œuvrer en faveur de réformes et optent pour une rupture avec l'ère stalinienne. En juin 1956, des dizaines de milliers d'ouvriers de Poznan se mettent en grève. Bien que les révoltes soient brutalement réprimées, le Parti décide d'opter pour une politique qui vise à rallier la population en tolérant ses revendications nationalistes. C'est ainsi qu'est choisi Wladyslaw Gomulka, un homme politique prêt à en découdre avec l'URSS et à se confronter à Khrouchtchev, pour diriger le pays.

Une révolte commence en Hongrie en octobre 1956, un groupe d'étudiants dresse une liste de seize exigences, dont le retrait des troupes soviétiques. Le 23 octobre, ils détruisent une statue de bronze à l'effigie de Staline, ne laissant que les bottes. On hisse alors le drapeau hongrois. Près de deux cent mille manifestants défilent dans les rues. Les chars et les troupes soviétiques ouvrent le feu sur la foule et tuent un grand nombre de manifestants non armés.

L'Union soviétique souhaite coopérer avec le nouveau parti d'opposition et nomme Imre Nagy au poste de Premier ministre et président du Conseil des ministres. Mais une fois au pouvoir, Nagy se retire du pacte de Varsovie et promet la libéralisation. En réponse, le 4 novembre, l'URSS envoie soixante mille soldats et des chars pour mater le mouvement indépendantiste, massacrant plusieurs milliers de personnes. Nagy est arrêté puis exécuté avec des centaines de partisans. Des centaines de milliers de Hongrois fuient alors vers l'Ouest. [19]

Une dizaine d'années plus tard, en Tchécoslovaquie cette fois, aura lieu un événement semblable, le Printemps de Prague de 1968. À la suite du discours de Khrouchtchev resté confidentiel en 1956, le Parti communiste tchécoslovaque a assoupli les lois et autorisé le développement d'une société civile indépendante. Émerge alors l'une des figures emblématiques de cette époque, Vaclav Havel, qui deviendra plus tard le président de la République tchèque.

En janvier 1968, le réformateur Alexandre Dubcek devient le Premier ministre du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Il multiplie les réformes et propose un « *socialisme à visage humain* ». Peu de temps après, il réhabilite de nombreuses personnes persécutées sous l'ère stalinienne. Des dissidents sont libérés, le contrôle des médias s'assouplit, la liberté dans les domaines intellectuels est encouragée, la population peut circuler librement à l'étranger et la surveillance de l'Église s'amointrit. Mais surtout, le Parti communiste du pays autorise, dans une certaine mesure, une démocratie pluripartiste.

L'URSS, qui n'a pas oublié le soulèvement hongrois de 1956, voit en ces réformes une trahison des principes socialistes et le risque que d'autres pays revendiquent les mêmes droits. De mars à août 1968, pas moins de cinq sommets sont organisés avec Dubcek par les plus hauts responsables du gouvernement soviétique, Brejnev y compris, pour le prier de renoncer à ses réformes démocratiques. Mais Dubcek refuse de céder aux sollicitations russes. En août de cette année, l'URSS, ainsi que d'autres pays du Pacte de Varsovie, envahissent la Tchécoslovaquie au moyen de

centaines de milliers de soldats. Le Printemps de Prague ne durera que huit mois avant d'être écrasé, et le « *socialisme à visage humain* » s'arrête là. [20]

L'URSS s'appuie sur sa force militaire pour imposer le communisme à l'Europe de l'Est et pour y maintenir son contrôle. La moindre tentative de libéralisation se solde par des rébellions antisocialistes. À la fin des années 1980, l'intelligentsia soviétique se lance dans des réformes politiques et économiques, qui permettent la fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est. Une fois que l'URSS arrête d'investir son argent et ses ressources pour maintenir sa domination, les peuples de Pologne, de Roumanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, et d'Allemagne de l'Est se soulèvent en manifestant pacifiquement contre leurs propres gouvernements.

Le 4 juin 1989, date du massacre de la place Tiananmen en Chine, la Pologne tient ses premières élections libres. Lors du deuxième tour, le 18 juin, elle met fin aux fonctions des officiels communistes et de leurs alliés au Parlement.

En octobre 1989, dans plusieurs villes d'Allemagne de l'Est ont lieu des manifestations de très grande ampleur contre le Parti socialiste unitaire. Alors que Gorbatchev visite Berlin, il suggère à Erich Honecker, le secrétaire général du Parti socialiste allemand, que la seule issue, ce sont les réformes.

Peu de temps après, l'Allemagne de l'Est lève les restrictions sur les voyages en Hongrie et en Tchécoslovaquie, qui connaissent pour leur part une forme de libéralisation propre à l'Union soviétique. Un grand nombre d'Allemands peuvent alors passer à l'Ouest via la Tchécoslovaquie ; le mur de Berlin ne parvient plus à contenir la vague des départs. Le 9 novembre, l'Est renonce aux contrôles sur sa frontière avec l'Ouest. Des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est se ruent alors vers l'Ouest et le mur tombe. Ce mur, symbole de la dictature, dressé depuis plusieurs décennies, le Rideau de fer communiste, disparaît.

b. L'Albanie et la Chine

Le PCUS œuvre activement pour accroître son influence sur l'Albanie. Mais devenant assez vite critique envers Moscou, cette dernière se retire du Pacte de Varsovie. Mao est satisfait de cette rupture car il va pouvoir lancer un programme « *d'aides* » à destination du pays.

Selon l'agence de presse Xinhua, « *de 1954 à 1978, la Chine a soutenu financièrement le Parti des travailleurs albanais à 75 reprises et il est*

généralement admis que la somme totale des aides fut d'environ dix milliards de yuans ». À l'époque, la population du pays n'est que de deux millions de personnes, on peut donc calculer que ces aides représentent un équivalent de 5000 yuans par individu. En comparaison, le salaire annuel moyen d'un Chinois de l'époque ne dépasse pas les 200 yuans. C'est, en Chine, l'heure du Grand Bond en avant avec les famines qui en résultent, l'heure de l'effondrement économique du pays suite à la révolution culturelle initiée par Mao. Durant la Grande Famine, la Chine utilise le très peu de devises étrangères qu'elle possède pour importer de la nourriture. En 1962, Rez Millie, l'ambassadeur albanais en Chine, demande une aide agricole à la Chine. Sur ordre de Liu Shaoqi, le président-adjoint du Parti, un navire chinois qui transporte de l'avoine tout juste achetée au Canada modifie sa trajectoire et débarque sa cargaison dans les ports albanais. [22]

La Chine aide également l'Albanie dans la construction d'une usine textile. L'Albanie n'ayant pas de coton, la Chine utilise ses propres devises étrangères pour en acheter. Les autorités albaniennes vont également solliciter de Geng Bao, l'ambassadeur chinois, le renouvellement de son équipement de pointe dans une usine d'engrais. On insiste pour que le matériel vienne d'Italie, et non de Chine. La Chine achète donc du matériel italien et prend en charge l'installation. Durant toute cette période, l'Albanie profite de ses aides tout en les gaspillant aussitôt. Les gigantesques quantités d'acier, de pièces détachées industrielles et d'instruments de précision fournies par la Chine seront laissées à l'abandon. Les officiels albanais ne s'en inquiètent pas, persuadés qu'en toutes circonstances la Chine continuera à les ravitailler.

En 1974, l'Albanie sollicite un prêt de 5 milliards de yuans auprès de la Chine. La révolution culturelle bat son plein et l'économie est désastreuse. Finalement, la Chine n'accorde qu'un milliard de yuans, ce qui provoque le mécontentement des Albanais et un début d'aversion anti-chinoise. Apparaissent alors des slogans tels que : « *Nous ne baisserons pas la tête sous la pression économique d'un pays étranger.* » L'Albanie refuse aussi d'accéder aux demandes chinoises en matière de pétrole et d'asphalte.

4. Le communisme après la guerre froide

Suite aux révolutions de 1989, l'Union soviétique connaît des changements politiques majeurs. En août 1991, les partisans d'une ligne dure au sein du Parti communiste soviétique, du KGB et de l'armée, tiennent unanimement les réformes de Gorbatchev pour une trahison du communisme. On planifie alors un coup d'État. Gorbatchev est assigné à résidence et des chars sont envoyés pour occuper Moscou.

La fin de la guerre froide, l'effondrement du bloc soviétique, le lancement de réformes économiques en Chine semblent annoncer la fin de la menace que fait planer le communisme sur le monde libre et sur l'humanité. Dans les faits, les tensions entre les États-Unis et l'URSS permettent de faire diversion pendant que le Parti communiste chinois continue ses propres manœuvres, renforce année après année son système totalitaire et affine ses attaques contre le monde libre.

Contrairement aux régimes d'extrême droite condamnés lors de dénazification de l'après-guerre, avec des procès publics pour juger les crimes de guerre et éduquer les populations sur les méfaits du fascisme, le communisme ne sera jamais puni pour ses crimes. La Russie, pas plus que ses satellites, ne purgera jamais les réseaux soviétiques et ne mettra jamais fin à sa police secrète. Ainsi, ces réseaux et cette police secrète resteront aux commandes. Voilà pourquoi un ancien responsable du KGB est actuellement à la tête de la Russie. Non seulement les idéologies communistes et leurs défenseurs sont toujours bel et bien là, mais leur influence s'étend partout dans le monde, y compris dans les pays de l'Ouest.

Les activistes anticomunistes occidentaux (les anciennes générations, avec une connaissance solide du sujet) s'éteignent progressivement et les nouvelles générations ne sont pas suffisamment éduquées sur la question. Le communisme, à travers des organisations d'extrême gauche réparties dans le monde entier, poursuit son militantisme, progressiste ou radical, qui vise à détruire les valeurs et les structures sociales traditionnelles.

En 1991, Boris Eltsine, le premier président de la Fédération de Russie, met en place toute une série d'actions pour purger l'idéologie soviétique. Il renvoie les anciens fonctionnaires soviétiques, fait démolir les statues de Lénine et d'autres, initie la reconstruction des églises chrétiennes orthodoxes que le PCUS avait détruites. Mais ces mesures sont superficielles. Il ne s'agit en aucun cas d'un nettoyage de fond pour éliminer l'influence de la culture du Parti inculquée à la population et gravée dans les institutions depuis 70 ans. D'autre part, dans un climat d'agitations politiques et de crise économique due à la chute de l'empire soviétique émerge la nostalgie d'une époque révolue.

La résurgence du soutien populaire pour le communisme en Russie explique la formation du Parti communiste de la Fédération russe (PCFR). Un parti qui prend une certaine ampleur avant l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine.

En octobre 1993, seulement deux ans après que les citoyens de Moscou ont défilé dans les rues pour réclamer leur indépendance et la démocratie, des dizaines de milliers de Moscovites défilent sur la place Rouge en scandant les

noms de Lénine et de Staline et en arborant les anciens drapeaux soviétiques. Selon de récentes enquêtes, notamment celle de la chaîne télévisée moscovite RBK en 2015, un grand nombre de sondés (60 %) estiment que l'Union soviétique devrait être rétablie. En mai 2017, la Ligue de la jeunesse communiste, une organisation affiliée autrefois au PCUS, tient une cérémonie d'allégeance pour la jeunesse moscovite devant la tombe de Lénine sur la place Rouge. Son président, Gennady Zyuganov, annonce que 60 000 jeunes recrues ont récemment rejoint le Parti, qui prospère et s'agrandit.

Le spectre du communisme continue de hanter le plus grand pays du monde. Ne serait-ce qu'à Moscou, on dénombre plus de 80 monuments érigés à la gloire de Lénine, dont sa tombe sur la place Rouge qui continue d'attirer touristes et partisans bien qu'à la fin du 20^e siècle, les réseaux hautement communistes des gouvernements soient devenus plus discrets. À l'époque de la guerre froide, à l'apogée du communisme, on compte près d'une vingtaine de régimes communistes assumés. Il n'en subsiste que quatre aujourd'hui : la Chine, le Vietnam, Cuba et le Laos. La Corée du Nord a abandonné ses références au marxisme-léninisme mais n'en demeure pas moins un État communiste totalitaire. À noter que des partis se qualifiant de « *communistes* » perdurent dans plus d'une centaine de pays à travers le monde.

À la fin des années 1980, l'Amérique latine compte plus de 50 partis communistes, avec un nombre de membres qui atteint le million, dont la moitié adhèrent au Parti communiste de Cuba. Au début des années 1980, les États-Unis et l'URSS sont en concurrence en Amérique latine comme en Asie. Avec l'effondrement du bloc soviétique, les partis communistes qui insistent sur la violence pour s'imposer, comme, par exemple, le Parti communiste péruvien, deviennent de moins en moins nombreux.

Néanmoins, la majorité des pays d'Amérique latine sont toujours sous des régimes d'influence socialiste. Les partis politiques de gauche se font appeler « *Parti socialiste démocratique* » ou bien « *Parti populaire socialiste* ». Un certain nombre de partis communistes en Amérique centrale retirent le terme « *communiste* » de leur nom, pour rendre leurs manœuvres plus difficiles à déceler, mais ils continuent à promouvoir les idéologies communistes et socialistes.

Sur les 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la majorité ont des partis communistes qui jouent le jeu de la politique et de la démocratie. Au Venezuela, au Chili, en Uruguay, entre autres, les partis communistes et les

partis au pouvoir forment régulièrement des gouvernements de coalition alors que dans d'autres pays, les partis communistes sont dans l'opposition.

Il existe de nombreuses régions dans le monde, notamment l'Occident, où le communisme n'a nullement recours à la violence issue d'une révolution comme ce fut le cas dans l'Est. Il avance masqué derrière des idées de gauche qui infiltrent tous les niveaux de la société. En quelques décennies ce type de communisme parvient à subvertir la société et la moralité traditionnelle très efficacement, en désintégrant les cultures d'inspiration divine. C'est ainsi que le spectre du communisme assoit son contrôle sur le monde.

Lire la suite : Chapitre 5 (1re partie) – L'infiltration de l'Occident

Sommaire

Références

- [1] "United States Declaration of Independence," <http://www.ushistory.org/declaration/document/>.
- [2] Karl Marx and Friedrich Engels, "Manifesto of the Communist Party," *Marx/Engels Selected Works*, Vol. One (Moscow: Progress Publishers, 1969)
- [3] Fred Schwarz and David A. Noebel, *You Can Trust the Communists... to Be Communists (Socialists and Progressives too)* (Manitou Springs, CO: Christian Anti-Communism Crusade, 2010), 43–45.
- [4] Friedrich Hayek, *The Fatal Conceit: The Errors of Socialism* (Routledge, August. 2013).
- [5] Thomas Sowell, *Intellectuals and Society*, Revised and Expanded Edition (New York: Basic Books, 2012), Chapter 2.
- [6] F. A. Hayek. "The Use of Knowledge in Society," *The American Economic Review*, Vol. 35, No. 4. (September 1945), 519–530.
- [7] Ludwig von Mises. "Economic Calculation in the Socialist Commonwealth." Mises Institute. Accessed July 26, 2018. <https://mises.org/library/economic-calculation-socialist-commonwealth>.
- [8] Shi Shan. "Quagmire in the Reform of China's State-Owned Enterprises," Radio Free Asia, September 22, 2015, <https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/jingmao/xql-09222015103826.html>.
- [9] Linette Lopez, "Zombie Companies Are Holding China's Economy Hostage,"

Business Insider, May 24, 2016, <https://www.businessinsider.com/chinas-economy-is-being-held-hostage-2016-5>.

[10] Jason Long, “The Surprising Social Mobility of Victorian Britain,” *European Review of Economic History*, Volume 17, Issue 1, February 1, 2013, 1–23, <https://doi.org/10.1093/ereh/hes020>.

[11] John Kenneth Galbraith, *The Good Society: The Humane Agenda* (Boston, MA: Houghton Mifflin Co., 1996), 59–60; Karl Popper, *The Open Society and Its Enemies* (Routledge, 2012).

[12] Michael Rothschild, *Bionomics: Economy as Business Ecosystem* (Washington, D.C.: BeardBooks, 1990), 115.

[13] Adam Smith, *The Theory of Moral Sentiments* (Philadelphia: Anthony Finley, J. Maxwell Printer, 1817).

[14] Lawrence Kudlow, *American Abundance: The New Economic and Moral Prosperity* (New York: Harper Collins Publishers, 1997).

[15] Thomas Sowell, *Economic Facts and Fallacies* (New York: Basic Books, 2008), 174.

[16] Friedrich Engels, “1881: Trades Unions,” Marxists.org, May 20, 1881, <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1881/05/28.htm>.

[17] Vladimir Lenin, n.d., “The Trade Unions, The Present Situation and Trotsky’s Mistakes,” Accessed July 8, 2018, <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1920/dec/30.htm>.

[18] Lü Jiamin, “A History of Leninist Theory on Unions.” Liaoning People’s Press (1987).

[19] James Sherk, “What Unions Do: How Labor Unions Affect Jobs and the Economy,” Heritage Foundation Website, May 21, 2009, <https://www.heritage.org/jobs-and-labor/report/what-unions-do-how-labor-unions-affect-jobs-and-the-economy>.

[20] Edwin J. Feulner, “Taking Down Twinkies,” Heritage Foundation Website, November 19, 2012, <https://www.heritage.org/jobs-and-labor/commentary/taking-down-twinkies>.

[21] James Sherk, “What Unions Do: How Labor Unions Affect Jobs and the Economy,” Heritage Foundation, May 21, 2009, <https://www.heritage.org/jobs-and-labor/report/what-unions-do-how-labor-unions-affect-jobs-and-the-economy>. [22] Ibid.

[23] Sherk (2009) Ibid.

[24] Steve Inskeep, “Solidarity for Sale: Corruption in Labor Unions,” *National Public Radio*, February 6, 2007, <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=5181842>.

[25] Ibid.

[26] Karl Marx, “Critique of the Gotha Programme,” <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1875/gotha/ch01.htm>.

[27] *Children on the Titanic* (a documentary, 2014).

[28] Isidor Straus, *Autobiography of Isidor Straus* (The Straus Historical Society, 2011), 168–176.

[29] Li Hongzhi. « Riche et vertueux », *Points essentiels pour un avancement diligent*. 27 janvier 1995.

https://www.falundafa.org/book/fr/jjyz.htm#_Toc99611111